

Communiqué de presse

Paris, le 25 août 2010

Pour d'autres choix en matière de retraites, d'emploi et de pouvoir d'achat.

Pendant les deux mois d'été, malgré les tangages résultant notamment de la visibilité de plus en plus grande qu'il y a des liens entre une partie des dirigeants politiques actuels et des détenteurs des principales fortunes et des principaux portefeuilles financiers, le gouvernement s'est installé dans la poursuite de sa politique qui vise à faire payer la crise financière et bancaire, non par les responsables, mais par les victimes, c'est-à-dire la majorité de la population. Pour maintenir et renforcer les privilèges d'une minorité, il accentue la répartition inégalitaire des richesses en procédant par tous les moyens.

C'est dans ce cadre que s'inscrit son projet de « réforme » des retraites : il faut continuer d'alimenter les flux des capitaux allant vers la finance en réduisant ceux qui vont vers la rémunération du travail. Le discours sur la « réalité démographique » n'a aucun contenu économique réel : ce n'est pas parce que l'on vit plus longtemps qu'il faudrait automatiquement travailler plus longtemps. Ce qui compte effectivement, c'est l'évolution de la productivité du travail. On constate d'ailleurs qu'avec des emplois qui stagnent les détenteurs de capitaux parviennent à tirer plus de profits du travail de celles et ceux qui ont un emploi ! Ce qui est déterminant, c'est bien le partage des richesses. Le gouvernement ne veut nullement « sauver le régime par répartition » ; ce qu'il fait depuis le début des réformes engagées en 1993, c'est bien de l'assécher progressivement.

Le projet de loi actuel est inacceptable, et c'est bien son retrait qui doit être obtenu avec la mise en place d'une réforme qui permette aux retraités d'aujourd'hui comme aux salariés d'aujourd'hui, retraités demain, de vivre décemment dans un cadre économique et budgétaire dynamique. Le discours sur la pénurie de moyens financiers n'est pas recevable : ce gouvernement a trouvé des masses financières énormes pour sauver les banques et conforter les actionnaires ; il se permet toujours de maintenir des exonérations de cotisations sociales qui n'ont aucun effet positif sur l'emploi ; il poursuit sa politique de baisses fiscales pour les principales entreprises, pour les revenus de capitaux et pour les principales fortunes. De l'argent, il y en a donc. Il s'agit de le répartir autrement !

Le 7 septembre, les retraités et les retraitées de l'Union nationale interprofessionnelle des retraités Solidaires (UNIRS) seront dans les manifestations, aux côtés des autres organisations syndicales de retraités et à l'appel de l'intersyndicale nationale. Avec leurs moyens militants, ils s'efforceront de faire vivre la mobilisation jusqu'à l'obtention d'une réforme juste et efficace.